

Chers lecteurs, chères lectrices,

Ce mois-ci dans le bulletin, vous aurez l'occasion de lire un article de Jérôme Guy qui s'intéresse aux positions respectives des écologistes et de l'industrie forestière en ce qui a trait au développement durable (p. 4).

Ensuite, Miguel Rojas et Jérôme Guy vous présentent à la page 6 un compte rendu du Forum Tremblant qui a eu lieu en septembre dernier.

François Décarie-Gilardieau dresse un portrait des tendances lourdes en matière de biocarburants et soulève quelques questions (p. 10).

Enfin, Ana Isabel Otero (p. 14) fait un compte rendu de l'atelier *Quelle mondialisation au Québec?* qui a eu lieu lors du Forum Social Québécois au mois d'août.

Bonne lecture et ne manquez surtout pas notre prochain numéro qui s'intéressera principalement au commerce équitable!

O e c o n o m i a H u m a n a

Octobre 2007

Éditorial, Julien Boucher, rédacteur en chef

Boucher.julien@courrier.uqam.ca

Quelques mois de sursis pour l'UQÀM... mais après?

La tourmente financière qui secoue notre institution depuis le début de l'année 2007 n'en finit plus de rebondir, laissant planer au-dessus de nos têtes quelques incertitudes pour le moins inquiétantes. Les derniers épisodes de la saga de l'UQÀM n'ont d'ailleurs fait qu'augmenter le sentiment de perplexité au sein d'une communauté uqamienne craignant chaque jour de découvrir dans la presse de nouveaux éléments aggravant une situation pour le moins délicate.

Annonçant, avec fracas, sa décision de ne pas se lancer à la course au rectorat programmée pour les prochaines semaines, Madame Danielle Laberge, rectrice par intérim depuis la démission de son illustre prédécesseur M. Roch Denis, a jeté un pavé dans la marre. Sa décision d'investir la fin de son mandat, au règlement de la crise semble avoir pourtant portée quelques fruits, même si nous sommes encore loin d'un compromis juste, équitable et soutenable pour sauver l'UQÀM.

Mme Laberge a, semble-t-il, participé au déblocage des négociations entre l'UQÀM d'une part et le gouvernement d'autre part. Les deux parties ont en effet publié, le 27 septembre 2007, deux communiqués faisant état de la conclusion d'une «entente administrative». Concrètement aucune mesure ne fut annoncée, mais un calendrier et une procédure ont été rendus publics. Le 30 novembre prochain, le bilan financier de l'Université devra être livré puis analysé. C'est aux mois de janvier et février 2008 que les choses sérieuses commenceront puisque le plan d'action

sera alors débattu¹. En attendant, le budget provisoire de l'UQÀM est maintenu jusqu'à la fin février 2008. Le règlement de la crise est donc tout relatif, et ce sera au successeur de Mme Laberge de négocier le plan d'action, dont les mesures inquiètent au plus haut point la communauté uqamienne.

La tâche est en effet colossale puisque les chiffres du déficit cumulé de l'Université donnent mal à la tête. Ils oscillent entre 155 et 303 millions de dollars dépendant de la prise en charge par le gouvernement, du fiasco de l'ilot Voyager. Notre ministre de tutelle aura d'ailleurs soufflé le chaud et le froid à ce sujet, annonçant d'abord que l'Université devrait assumer seule cette débandade immobilière, avant de se raviser et de confirmer, le 27 septembre 2007, que ce désastre financier était retiré du périmètre comptable de l'UQÀM. Dans tous les cas, le trou est bel et bien béant dans les caisses de notre vénérable institution mais ce déficit vertigineux, pourtant bien tangible, n'en provoque pas moins des réactions très subjectives de la part des diverses parties prenantes, chacun voyant midi à sa porte.

La position gouvernementale est sans équivoque : il n'est pas question de mettre la main à la poche. Mme la Ministre Michelle Courchesne exige de l'UQÀM qu'elle assume l'entièreté de sa « responsabilité institutionnelle » i.e. que notre université divise par deux son déficit à l'horizon 2012 et ce, par l'entremise d'un plan de redressement pour le moins

drastique. Ainsi, à l'image de ce qui se ferait pour une entreprise privée, il faut diminuer les coûts et augmenter le financement.

Les mesures concernant la diminution des coûts sont encore en discussion mais, compte-tenu du fait que 80% du budget de l'UQAM sont dédiés aux salaires, les employés entretiennent une crainte légitime. Le SEUQAM notamment (syndicat des employées et employés de l'UQAM) se mobilise et a opposé une fin de non-recevoir catégorique au fameux plan de redressement le 18 juin 2007 lequel plan a été approuvé par l'assemblée des gouverneurs de l'UQ trois jours plus tard. Cette même assemblée a par ailleurs été montrée du doigt par Mme Laberge le 6 septembre 2007 pour son manque de solidarité envers l'UQAM alors même qu'un soutien de la «maison-mère» n'aurait pas été du luxe compte-tenu de la situation.

Le financement de l'UQAM dépend quant à lui des relevés d'inscription-facture des étudiants et des subventions gouvernementales. Là aussi le choix est clair : les étudiants devront se charger seuls de combler le déficit, lequel fut largement aggravé par les escapades immobilières hasardeuses uqamiennes. Notons en passant que, sans les fiascos immobiliers de ces derniers mois, l'UQAM serait la moins endettée des universités québécoises.

L'ensemble des acteurs du milieu universitaire québécois s'accordent en effet pour dénoncer le sous-financement chronique des universités ainsi que les effets pervers du mode d'attribution des subventions gouvernementales. Ces dernières sont en effet calculées en fonction de la surface occupée et du nombre d'étudiants inscrits dans les universités. Ainsi la plupart des universités québécoises² sont entrées dans une dynamique d'expansion immobilière afin de percevoir des subventions publiques à la hauteur de leurs besoins. Si, dans la plupart des cas, ces projets immobiliers ne font pas beaucoup de vagues, ce n'est définitivement pas le cas en ce qui concerne l'UQAM. Alors même qu'ils avaient approuvés par le conseil d'administration de l'Université, l'assemblée des gouverneurs de l'UQ et le gouvernement, ces projets se sont avérés finalement hautement déficitaires. Nous n'en connaissons que trop les conséquences. En attendant, l'automne 2007 marque, pour tous les étudiants de la province, notamment ceux de l'UQAM, le début d'une période de forte inflation en termes de frais de scolarité³.

Si elle nous inquiète et nous touche particulièrement, la crise financière de l'UQAM n'en demeure pas moins la partie immergée de l'iceberg, l'indicateur le plus éloquent du sous-financement des études supérieures au Québec. Dans ce thème crucial pour l'avenir de la province, notre Université est devenue malgré elle un symbole, ce qui explique sans doute tout ou partie de l'intransigeance gouverne-

mentale: dans un contexte de grande concurrence inter-universitaire et de course au financement, tout arrangement en faveur de l'UQAM provoqueraient inmanquablement, de la part des autres universités, des revendications inacceptables aux yeux de nos gouvernants.

Le point de vue des associations étudiantes, ou du moins celui de l'ASSÉ⁴ et de l'AESS⁵, est diamétralement opposé. Arguant que toute augmentation du financement privé, i.e. l'augmentation des frais de scolarité, ne saurait être une solution aux écueils des universités québécoises, puisqu'elle créerait des barrières à l'entrée inacceptables, l'AESS propose une rupture de paradigme majeure et milite dorénavant pour la gratuité scolaire, rien de moins! Depuis 3 semaines déjà, une campagne référendaire est en marche demandant aux 3 300 étudiants du secteur des sciences de l'UQAM, un mandat de grève générale illimitée afin de porter haut et fort, entre autres, cette revendication. Le vote se déroulera du 1^{er} au 5 octobre 2007.

Si l'investissement et les convictions du comité exécutif de l'AESS ne font aucun doute, celui des étudiants est beaucoup plus sujet à caution. Le scrutin n'est pas encore commencé mais la mobilisation demeure très faible comme en atteste la réunion d'information qui s'est tenu le 25 septembre 2007 au pavillon SH : à peine une dizaine de personnes sont restées au-delà des 30 premières minutes. Dans une période de trouble telle que nous connaissons actuellement, réclamer la gratuité scolaire n'est peut-être pas le mot d'ordre le plus fédérateur. Le projet peut paraître séduisant aux oreilles de certains militants mais *quid* de la majorité des étudiants? Nous verrons bien au soir du 5 octobre lequel, du réalisme blasé et moribond ou de l'idéalisme frisant l'utopie, sortira vainqueur des urnes.

L'imbroglie est donc déconcertant et ces quelques lignes sont bien loin de résumer l'intégralité des enjeux et des revendications des diverses associations, syndicats et autres parties prenantes pourtant confrontées à une même problématique. L'éclatement du mouvement de contestation, certains désirent préserver leurs acquis pendant que d'autres veulent changer le monde, augure très mal pour l'avenir de l'UQAM. C'est ce qu'a sans doute voulu dénoncer Mme Danielle Laberge en déclarant : « ce n'est pas le temps de ce taire! », le 17 septembre 2007. D'aucun espère déjà que, si mandat de grève étudiante il y a⁶, cela constituera le facteur déclenchant capable de fédérer toute la communauté uqamienne. Il est en effet primordial que se mette en place rapidement un front commun regroupant l'intégralité des syndicats⁷ et des associations de l'UQAM, pour constituer une force de négociation incontournable et

pour crier haut et fort que derrière les chiffres, il y a des gens!! Au-delà des divergences idéologiques et des intérêts partisans, la réalité est la même pour tous qu'on le veuille ou non : il manquera 303 millions de dollars dans les caisses d'ici 5 ans et il faudra bien trouver l'argent quelque part!

Le manque de soutien de l'assemblée des gouverneurs de l'UQ, la rigidité du gouvernement et l'incohésion de la communauté uqamienne auront contribué à placer notre rectrice par intérim dans une position des plus inconfortables. Coincée entre le marteau et l'enclume, Mme Laberge s'acharne depuis plusieurs mois à trouver un compromis dont, apparemment, personne ne veut réellement. Renoncer au rectorat dans ces conditions apparaît très compréhensible et les diverses pétitions et messages de soutien n'auront rien changé à la donne. Ainsi, deux nouvelles questions taraudent les esprits uqamiens depuis peu : qui donc va vouloir prendre la relève à la tête de l'UQAM? Et surtout, cette personne réussira-t-elle à nous dépêtrer de ce dramatique *statu quo*?

Comme toute bonne saga qui se respecte, la suite sera dans le prochain épisode...

¹ Pour plus d'informations sur cette entente voir : www.uqam.ca/nouvelles/2007/07-303.htm

² Notamment l'Université Laval, l'UQAR, l'Université de Sherbrooke...et l'UQAM bien sûr!

³ Concrètement, les nouvelles sources de financement des universités se déclinent comme suit : les étudiants à l'échelle de la province assumeront une augmentation progressive des frais afférents (50 dollars par session pour l'automne 2007, 100 dollars par session à l'hiver 2008 pour atteindre 500 dollars par session en 2012 en ce qui concerne l'UQAM) à laquelle s'ajoute le fameux dégel des frais de scolarité (4 dollars par crédit). Pour le réseau UQ plus spécifiquement, ce sont 300 dollars de frais de scolarité que devront assumer les cycles supérieurs pour toute prolongation de maîtrise ou de doctorat au-delà du délai normal.

⁴ Association pour la Solidarité Syndicale Étudiante

⁵ Association Étudiante du Secteur des Sciences de l'UQAM

⁶ Il faut que 3 associations étudiantes distinctes obtiennent un mandat de grève pour que celle-ci soit effective : à l'heure actuelle, seule l'AFESH-UQAM (association des étudiants en sciences humaines de l'UQAM) a obtenu ce mandat de grève, l'AÉSS et d'autres associations sont en processus référendaire.

⁷ Notons qu'une déclaration intersyndicale a été envoyée à Mme la ministre Michelle Courchesne par les syndicats uqamiens le 18 septembre 2007 : <http://www.uqam.ca/messages-appui/intersyndicale.htm>

Sites internet consultés :

www.uqam.ca

www.aessuqam.org

www.ledevoir.ca

www.asse-solidarite.qc.ca

Le site Internet du mois ...



[HTTP: //ECOLOINFO.COM/ABOUT/CANADA/](http://ecoloinfo.com/about/canada/)

Le site Écolo-info Canada vous permet de télécharger gratuitement une barre d'outils qui regroupe au même endroit l'ensemble des informations sur l'écologie, le développement durable, l'environnement. En un seul clic, vous aurez accès à des sites d'information, d'institutions, d'associations, les blogs "écolo" et les guides d'achat et boutiques éthiques pour "consommer responsable". L'outil qui est compatible aux MAC et PC est sans contredit un must pour ceux et celles qui désirent être informés en premier!

BONNE VISITE!



Action de Greenpeace, il faut mettre fin à la dramatisation

Par Jérôme Guy, étudiant-chercheur à la CRSDD

Cet été, le groupe écologiste Greenpeace a fait un grand coup d'éclat en exposant un rapport dénonçant les pratiques forestières québécoises et visant spécifiquement des entreprises forestières dont il réclame l'arrêt des coupes dans les zones toujours intactes et l'adoption de la norme FSC. Cette dénonciation a été suivie par plusieurs actions, dont l'arraisonnement, au Saguenay, d'un navire transportant des produits forestiers.

Lors d'une visite dans ma région d'origine, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, j'ai constaté en discutant avec les gens et en lisant les journaux locaux à quel point cette action avait été mal perçue par la population. Pour vous dire, l'un des détracteurs était le chercheur écologiste Claude Villeneuve qui affirme notamment que le groupe écologiste trafique la réalité pour servir sa cause. À ce moment, je me suis rendu compte de la différence de perception notable entre les gens de la région et ceux de Montréal qui vivent loin du problème. La première question qui m'est venue à la tête a été la suivante : les régions ressources seraient-elles victimes d'un colonialisme moral de la part des gens de la ville?

Par la suite, c'est sous une perspective théorique que le sujet m'a intéressé, car celui-ci nous ramène à différents sujets de recherche de la Chaire.

Dans un premier temps, nous avons vu les différentes parties du conflit légitimer leur position en se réclamant du développement durable. D'un côté, nous avons les écologistes qui misent sur l'environnement et le besoin des générations futures à jouir de la forêt et de l'autre, l'industrie et les syndicats qui valorisent l'économie et les besoins immédiats des populations vivant de l'exploitation de la ressource. Cette dualité nous permet de voir que le développement durable est dans la réalité un concept très extensible qui nécessite un arbitrage. Une importante question en découle : qui doit être l'arbitre?

Dans un deuxième temps, nous avons vu, dans la démarche du groupe écologiste, l'utilisation de ce qu'on qualifie à la Chaire de nouveaux mouvements sociaux économiques. En effet, dans son action, Greenpeace s'attaque à la réputation des entreprises forestières et tente ainsi d'influencer les acheteurs de produits forestiers. Cette façon de faire contraste avec les stratégies traditionnelles des groupes de pression qui tentent habituellement d'influencer les acteurs politiques dans la création de politiques pu-

bliques. Dans cette nouvelle approche, ceux qui décident de la façon dont la forêt québécoise doit être gérée ne sont plus les pouvoirs politiques légitimés par la démocratie, mais les pouvoirs économiques légitimés par le marché. Un effet pervers de ce nouveau cadre est qu'il sort le débat de son contexte et laisse ainsi la place à la dramatisation de part et d'autre. Dans les dernières semaines, nous avons eu droit à notre lot de phrases choques. Par exemple, l'industrie a affirmé en parlant de l'action de Greenpeace : « le Québec ne peut tolérer ce terrorisme économique », quant aux écologistes ils ont dit : « Abitibi-Consolidated pille depuis des années les dernières forêts intactes du Québec, pille l'économie du Québec, pille les travailleurs, pille les communautés régionales et pille les Premières nations ».

Aux yeux de chacune des parties, l'autre est soit un terrorisme soit un pillard, face à ce débat bien loin de la réalité, les décideurs sont facilement manipulables, et dans cette course un groupe écologiste qui se bat pour une cause noble part avec une longueur d'avance face à une multinationale dont le but est de faire du profit. Mais dans la réalité, les choses sont beaucoup plus grises, les ONG ont eux aussi leurs agendas, les entreprises ne sont pas ces monstres assoiffés de profit et bien qu'une coupe forestière fait peur vue d'une photo aérienne, pour un néophyte, il est très difficile de faire la différence entre une bonne et une mauvaise pratique forestière.

Pour ma part, je crois que pour arriver à des résultats concrets dans la sauvegarde de notre industrie et de notre forêt, il faut sortir de ces luttes d'image, de ces scénarios catastrophes qui ne mènent à rien, il faut reconnaître que le gouvernement a donné un grand coup en réduisant de 20 % la possibilité forestière pour donner suite aux recommandations de la commission Coulombe. Maintenant, il faut cesser de croire que l'amélioration des pratiques environnementales va à l'encontre du développement économique, il y a nettement la place pour une amélioration dans le secteur forestier et mettre en place des pratiques plus écologiques dans ce secteur peut également améliorer la productivité.

Ne donnons pas tout de suite raison aux écologistes, pas plus qu'à l'industrie. Ce ne sont pas les écologistes qui ont ruiné l'industrie forestière, il

s'agit avant tout de l'effet d'un dollar fort et d'une industrie qui n'a pas su s'adapter à une nouvelle réalité. Enfin, si je voulais dire une chose dans cet article, c'est que ceux qui sont le plus disposés et qui ont la plus grande légitimité de décider de la façon dont on

devrait gérer nos forêts sont les Québécois à qui appartiennent la ressource et plus particulièrement les gens qui vivent près de la forêt, qui l'utilise dans leurs loisirs et qui, souvent, vivent directement ou indirectement de son exploitation.

Suggestion de sortie ...



Cycle 2007

Vers une économie cycle de vie

Un événement éco-responsable !

**Holiday Inn Midtown
Montréal, Canada
22-23 octobre 2007
www.cycle2007.org**

THÈMES ABORDÉS

- ✦ IMPACTS SOCIAUX DU CYCLE DE VIE (RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES)
- ✦ MÉTHODOLOGIE SUR L'INVENTAIRE ET LES IMPACTS EN ACV
- ✦ RÉGLEMENTATION ET ÉCOLABELS
- ✦ OUTILS DE GESTION DU CYCLE DE VIE
- ✦ CYCLE DE VIE DES COÛTS
- ✦ BÂTIMENTS DURABLES
- ✦ APPROVISIONNEMENT DURABLE

Éminents chercheurs et spécialistes provenant de 9 pays débattront des enjeux relatifs à l'approche cycle de vie lors de CYCLE 2007, le 3e Forum canadien sur la gestion du cycle de vie des produits et services, présenté par le CIRAIQ. C'est sous le thème "Vers une économie cycle de vie" que l'événement se tiendra au Holiday Inn Midtown de Montréal, les 22 et 23 octobre prochain. Près de 300 participants et une cinquantaine de conférenciers sont attendus.

Comment élargir l'accès aux données et aux outils de l'approche cycle de vie? Quelles sont les avancées en matière d'évaluation d'impact? Comment interpréter et communiquer les résultats d'une analyse du cycle de vie (ACV)? La certification LEED est-elle à portée de tous? Quels indicateurs favoriser pour un approvisionnement durable? Comment les municipalités peuvent-elles comptabiliser les impacts environnementaux? Quels défis pose l'écodesign? Quels capitaux sont mis à la disposition des entreprises souhaitant conjuguer productivité et développement durable? Voilà autant de questions qui seront soulevées lors de l'événement.

Parmi les conférenciers vedettes cette année, on compte:

- ✦ Monsieur Bob Willard, spécialiste du développement durable et auteur du livre *The Next Sustainability Wave*, Canada
- ✦ Monsieur Guido Sonnemann, Secrétaire exécutif du Programme des Nations-Unies en Environnement (PNUE), France
- ✦ Madame Andrée-Lise Méthot, fondatrice et associée principale de Cycle Capital Management, Canada
- ✦ Monsieur Claude Ouimet, VP Senior et DG InterfaceFLOR, Canada et Amérique Latine

Consultez la programmation et inscrivez-vous en ligne !
www.cycle2007.org

POUR INFORMATION

info@cycle2007.org



CIRAIQ[™]

Centre interuniversitaire de recherche sur le cycle de vie des produits, procédés et services

Tremblant Forum 2007: Corporate Responsibility and Sustainability

By Miguel Rojas and Jérôme Guy

The 4th edition of the Tremblant Forum on Corporate Responsibility and Sustainability has been held on September 19-20, 2007 in Mont-Tremblant, Quebec. The Tremblant Forum constitutes an important venue in Canada for the exchange of ideas on some of the biggest challenges and opportunities faced by companies, governments, and members of civil society.

This year's edition of the Forum focused on the issue of responsible communications for a sustainable reputation. According to the organizers of the event, continuous improvement in corporate responsibility and sustainability performance depends on the level of awareness, commitment and motivation of all stakeholders, ranging from boards of directors and employees to customers and suppliers, from investors and regulators to activists and communities. Moreover, as the organizers pointed out, policies and standards provide a framework for action, but it is only through consistent and credible communications that any progress can be made and sustained.

The Forum attracted participants coming from different backgrounds: practitioners, academics, journalists, activists from NGOs and governmental officials. During the discussions, consensus often emerged among participants on the meaning of some aspects of corporate social responsibility (CSR) and its relationship with the firm's communication endeavors. At times, however, participants pointed out to unsolved problems of CSR practices, and of communicating them, which highlights once more the complexity of issues surrounding CSR. The discussion was enriching and many issues were debated in the event. This article does not have the pretension to present an account of all discussions taking place in the event. It rather must be considered a personal account of the meeting, with the inevitable biases implicit in the selection of topics presented.

CSR: An inescapable reality in today's business environment

The argument over the capacity of CSR to become a driver of financial performance of the firm is far from settled. Still today, many observers would agree with Milton Friedman's view that the social responsibility of business is to make profits for its shareowners. In the Friedmanian view, diverting

resources away from profits to give satisfaction to particular groups can only be done at the expense of shareowners, and will lead inevitably to reductions in economic welfare of society at large. Newer formulations of skeptics of CSR's potential as a driver of firm value in the market, such as those formulated by McWilliams and Siegel (2001), point out to the fact that adding CSR attributes to the firm's products and services is costly. Although socially responsible firms, such as Ben & Jerry's or the Body Shop may obtain higher revenue because of CSR attributes embedded in their products; they also face higher costs. Thus, firms will add CSR attributes to their products until the marginal cost of doing so equals the marginal revenue associated to those CSR attributes. In the end, argue these authors, CSR is not able to drive up financial results. *Ceteris paribus*, two similar companies that differ only in the fact that one of them embeds CSR attributes in its products will not differ in their profits.

Alternative theoretical frameworks have been proposed to understand the eager pursuit of CSR by contemporary firms. For example, companies can acquire new competences from their strategic decision to go beyond the obligation of the law. The search of better financial performance may lead to investments in R&D conducive to innovations in products and processes and organizational learning, allowing the firm to apply stricter energy or environmental standards, while reducing energy inputs and raw material waste. Moreover, CSR activity deployed by firms may be used as a heuristic device by job-seekers, who want to identify good employers and discard others (Wright et al. 1995). Companies may retain talented workers, and boost their morale, particularly in high-tech industries, if those workers perceive their employers as being environmentally and socially responsible companies. Indeed there is empirically support for these views of CSR. Orlitzky et al. (2003) integrated by a meta-analytical procedure the results of 52 studies on the link of financial and social performance, comprising 388 correlations and found strong statistical support for the existence of a link among the constructs.

Most speakers and participants in the Forum support the view of CSR as a driver of firm's competitiveness. However, it was particularly interesting to notice as well that some of them provided argu-

ments for a third view: society has changed its expectations it puts at businesses. In consequence, more than a driver of financial results, CSR could be the only way for companies to remain in business. As **Corinne Gendron** asserted, welfare is not perceived by societies the same way that it was perceived 30 years ago. Employment, product reliability and quality were very important at that time, now environment and other aspects of CSR are important as well. Things have changed so much, according to her, that advancing actions related to CSR was risky for a firm 15 or 30 years ago. Today, it is rather risky not to advance those very same actions.

Coca-Cola's **Michael Stopford**, the keynote speaker, argued that reputation is inextricably tied to the value of global brands, which are for many multinationals one of the most important intangible assets. His company is a good example. Coca-Cola has been considered the most valuable brand by Interbrand, since the consulting firm began to publish systematic studies to value such intangibles as brands in 2000.

The problem is that managing reputation at a global level is not easy. To begin with, Mr Stopford pointed out that some studies report that up to 89 percent of consumers in industrial countries believe that corporations should balance their obligations to shareowners with those of the public interest. He adds that ethical consumerism is much higher in the food and beverage industry, the very sector of the economy where Coca-Cola thrives, than in any other. In fact, some observers even report that consumers confer even more importance to CSR than to companies' product quality. Consumers demand, for instance, sustainable agriculture systems and effective recycling programs, the later being a serious problem to tackle in Coca-Cola's operations.

Under these circumstances, a company's reputation (and CSR underlying activities) should be managed (and communicated) very carefully. He proposed an approach, a sort of "reputation map," where social and environmental performance of companies is matched to communication to stakeholders into a matrix. The idea is to identify communications and performance deficits, and prepare strategic responses to improve both of them.

The "reputation map" looks as a useful tool for managing reputation and CSR. Nevertheless, there are still many problems that should be solved. To begin with, some issues in connection with social corporate responsibility can be identified, but solutions are not necessarily easy to implement. Take the case of bottle recycling. It constitutes a serious problem for Coca-Cola, as we have already noted. However, until now, a complete satisfactory solution has eluded leaders of the company. Glass-made, reusable bottles are thrown away less often by consumers, but they demand a lot of energy to be cleaned. Biodegradable plastic is a promising way, but technical problems are

still on the way of massive utilization of them as containers of the product. Obesity, another example, constitutes a major health problem in major markets of the company. Coca-Cola has reacted to allegations of its contribution to obesity in the United States by means of product innovation (beverages with low energy content) and voluntary agreements to take the product out of schools, although it emphasizes the importance of personal choice in consumption.

On the other hand, if reputation is an asset, reckons Stopford, it should be managed as other assets are: metrics should be developed to figure out the evolution of the asset, and, more important even, remuneration systems for managers should take into consideration individual or team contribution to the growth (and profitability) of the asset. Needless to say, this implies an enormous task for multinationals. If the link between CSR and communication can be mapped, linking management remuneration to reputation is clearly an uncharted territory where not many multinationals are venturing.

Not always CSR is linked to strategic decision-making. **David Bensadoun**, vice-president of Aldo Global Retail, a shoe retailer, presented the intriguing example of his company, which started a major campaign to collect funds for research on AIDS-HIV and raise awareness of this health problem by mid-1980s.

Aldo is a privately-held Canadian company with operations worldwide (with about one thousand stores in several continents). By mid-1980s, some executives of the company lost their lives to AIDS. The company decided that it has a responsibility to act and started a major program to collect funds for charities involved in fighting AIDS. In the company stores, tags were offered to the clients at the price of 5 \$, the proceeds going to charities to fund AIDS prevention and research. Mr. Bensadoun highlighted that when Aldo launched the campaign, AIDS was still surrounded by controversy. No societal consensus existed on the importance of fighting AIDS. Launching the campaign was indeed a courageous act.

To measure the importance of corporate commitment to this cause, recalls Bensadoun, hundreds of thousands of tags were sold to customers, while proceeds going to charities could be counted in millions of dollars. At a certain point in time, all budget for communications of the firm supported this campaign. It can be called a success, says Mr. Bensadoun, in terms of raising awareness of the issue and acceptance by customers. Transparency was crucial for that success among the client base, according to the executive. The name of the company was not para-

mount in tags and in bags that the company sells to raise money. Besides, all proceeds for tags and bags were going to the charities. Aldo's activities to fight the spread of AIDS have attracted sympathetic coverage from the press and activists. Bensadoun estimates that the campaign gave access to the firm to a media exposure that would imply an investment three or four times larger, if it had depended only on paid advertising. Sales, however, did not grow because of the campaign. In spite of the absence of clear financial pay-offs the company is pursuing involvement in anti-AIDS programs. There was not a clear strategic objective behind CSR in Aldo, although some rationalizations were attempted a posteriori. Bensadoun believes that the company has strengthened pride among employees, and that this has contributed to a rate of employee turnover which is among the lowest in the industry. In the end, he asserts, there should be a pay-off, but the company would do it again, if it had to, with or without pay-offs. It is not clear if this model of CSR is replicable in other contexts (larger enterprises, public companies). Aldo, one must recall, is a privately-held company, and this may imply a larger flexibility in decision-making vis-à-vis public companies. Even if Aldo's involvement can be labeled as corporate involvement in philanthropy, it is still interesting to see its implications for CSR motivations. Is it possible to separate corporate objectives and philanthropy? Under which circumstances CSR may be an independent goal in itself?

Unlike Aldo, executives from other companies stressed the attractiveness of CSR as a source of competitive edge. General Electric, for instance, has made the strategic decision to become an environmentally-friendly company throughout its Ecomagination program. As the company's website attests, "Ecomagination puts into practice GE's belief that financial and environmental performance can work together to drive company growth, while taking on some of the world's biggest challenges." The commitment to environmentally sound products has confronted some difficulties, sometimes coming from consumers, who remain attached to older generation products that are being phased out as a consequence of the adoption of Ecomagination. The program shows the potential of a very large multinational's commitment to the environment. However, it is important to notice that for the time being, Ecomagination's products account for nearly 10 percent of total revenues of the company, although this ratio is expected to grow. Ecomagination, on the other hand, only started in 2005.

Domtar, another company represented in the Forum, illustrates the difficulties of basing growth on environmentally-friendly strategies. The paper product-based company believes that there is an obvious business case for environmentally-friendly operation of paper mills: energy represents 25 percent of all costs. Certification of forests supplying

the raw material has been much more difficult, for a number of reasons related to the type of forest ownership that prevails in the United States. As of now, reckons Domtar's **Guy Boucher**, only 10 percent or so of the firm's production is certified as environmentally friendly.

Most speakers and participants advocated dialogue with stakeholders to advance CSR actions. But representatives of companies and NGOs recognize that furthering that dialogue can confront great difficulties. Mistrust and incomprehension often prevail over compromise. **Yves-Thomas Dorval**, from Imperial Tobacco Canada acknowledged that the stakeholders groups seeking to challenge a company's policies are not monolithic. In some cases, a common ground can be found; but not in others. The case of tobacco manufacturer is special because of the product's nature; some groups will never accept to talk with industry. Mr. Dorval stressed that these groups should recognize that some people will never stop to smoke, which is their right. Tobacco industry and pressure group have responsibility to work together to minimize health risk for these people.

Not all are difficulties, however, when companies decide to advance CSR. In fact, as Corinne Gendron suggested, sustainable development is now favored, in certain contexts by legislation. Quebec, for instance, has enacted a law defining 15 foundational principles of sustainable development. This law applies to the administration and Stated-owned companies. However, companies may follow suit in time. She added that the industry also participate in the elaboration of standards, which arguably makes these efforts easier to implement. ISO standards, she asserts, came out as result of industry's endeavors. Employers are also members of the International Labor Organization, a tripartite organization comprising governments, trade unions and employers. Standards regulating employment at the global level are therefore created with direct participation of employers.

References

- McWilliams, A. and Donald Siegel (2001). Corporate Social Responsibility: A Theory of the Firm Perspective. *Academy of Management Review* 26 (1): 117.
- Orlitzky, Marc, Frank L. Schmidt, Sara L. Rynes (2003). Corporate social and financial performance: a meta-analysis. *Organization Studies* 24 (3): 403-441.
- Wright, Peter; Stephen Ferris; Janine S. Hiller; and Mark Kroll (1995). Competitiveness through management of diversity: Effects on stock price valuation. *Academy of Management Journal* 38 (1): 272-287.
-

Suggestion de sortie ...

www.climat2050.org

Climat 2050
Solutions technologiques et politiques

Palais des congrès de Montréal, Canada, 24 au 26 octobre 2007

L'Institut Veolia Environnement (France), le Centre Pew sur les changements climatiques globaux (États-Unis) et la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (Canada) organisent la conférence Climat 2050 qui aura lieu à Montréal du 24 au 26 octobre 2007. Cette conférence explorera les possibilités technologiques et les politiques innovantes qui mèneront à des résultats concrets en termes de lutte contre les changements climatiques au cours des 50 prochaines années. Le Centre international Unisféra agit à titre de partenaire local et de secrétariat de la conférence.

Objet de la conférence

Au rythme des tendances d'émissions actuelles, la concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère continuera d'augmenter au cours du siècle et au-delà, ce qui entraînera des bouleversements climatiques dangereux. Afin d'éviter un tel résultat, il sera nécessaire de réduire de 60 % à 80 % les émissions mondiales à l'horizon 2050, de manière à stabiliser la concentration de GES dans l'atmosphère pour qu'elle s'établisse entre 450 et 550 parties par million (ppm).

Partout dans le monde, des pays et des entreprises mettent en œuvre un large éventail de stratégies visant à réduire les émissions de GES tout en maintenant ou en renforçant la croissance économique. De nombreux gouvernements établissent aussi des objectifs à plus long terme afin de procéder à des réductions encore plus importantes au cours des prochaines décennies. Atteindre ces objectifs nécessitera des avancées technologiques radicales soutenues par des politiques gouvernementales efficaces ainsi que par le leadership du secteur privé.

La conférence Climat 2050 sera l'occasion pour d'éminents conférenciers issus du milieu gouvernemental, du secteur privé et du milieu universitaire de se rencontrer et d'examiner les principaux défis en matière de technologies et de politiques. Organisée en sessions axées sur des secteurs clés, la conférence mettra en lumière le potentiel et les insuffisances de la technologie, les mesures novatrices du secteur public et du secteur privé, ainsi que les besoins cruciaux en matière de politiques. La conférence sera aussi le cadre de sessions transversales, au cours desquelles seront abordées les politiques et les stratégies à plus large échelle, nécessaires sur les plans national et international à la mobilisation pour la mise en œuvre de mesures dans les différentes économies ainsi que partout sur la planète.

Grâce à cette combinaison de perspectives sectorielles et transversales, la conférence contribuera à identifier les approches et les actions concrètes devant être impérativement mises en œuvre dès à présent et jusqu'en 2050 tant sur le plan des technologies que des politiques.

Objectifs et résultats

L'objectif de la conférence consiste à susciter des discussions de fond, multidisciplinaires et intersectorielles, visant à accroître la compréhension des stratégies à long terme en matière de changements climatiques qui permettront d'atteindre les objectifs de 2050. Le programme de la conférence est conçu de manière à établir des liens entre la recherche, les affaires et les politiques, dans le but de définir des solutions aux différents défis sectoriels et régionaux en ce qui a trait aux changements climatiques. Un résumé des discussions de la conférence sera disponible par la suite.

Public cible

Afin de générer des discussions orientées sur l'action, la conférence Climat 2050 réunira un groupe varié d'experts, professionnels et décideurs provenant des secteurs public, privé, académique et d'organismes non gouvernementaux. La conférence rassemblera des spécialistes de premier plan en matière de politiques sur les changements climatiques provenant d'Amérique du Nord et du monde entier. Les participants viendront principalement d'Amérique du Nord mais un nombre important de représentants d'Europe et des pays en voie de développement est également attendu.

INSTITUT
Veolia Environnement



Table ronde nationale
sur l'environnement
et l'économie

National Round Table
on the Environment
and the Economy



PEW CENTER
Global CLIMATE CHANGE

Une réflexion globale sur les biocarburants

Par François Décary-Gilardeau

« Le défi associé avec une production équitable et durable d'énergie définira, de nombreuses façons, le niveau de vie de la population de la planète »¹. Le défi énergétique est un enjeu de taille par rapport à des questions de développement durable notamment dans le domaine des transports. Que l'on fasse référence aux questions des changements climatiques ou à un approvisionnement pérenne en carburant, les biocarburants semblent une filière prometteuse. Cet article cherche à illustrer quelques tendances lourdes par rapport aux biocarburants et à soulever certaines questions.

Des gouvernements engagés

La production de carburant d'origine végétale a subi une forte croissance au cours des dernières années. Bien que relativement marginale, la production canadienne a doublé en 2006 et devrait encore augmenter de 150% en 2007². L'industrie canadienne d'éthanol, produit à base de maïs et dans une plus faible mesure de blé, a de beaux jours devant elle. L'ambitieux objectif du gouvernement canadien est de fournir un mélange d'éthanol à 5% dans la gazoline d'ici 2010 et de 2 % de biodiesel dans le diesel et l'huile de chauffage d'ici 2012. Sur neuf ans, le gouvernement canadien, avec son programme Initiative écoénergie pour les biocarburants, entend investir jusqu'à 1,5 milliard de dollars³, ce qui s'est soldé par une subvention de 18 millions de dollars simplement pour le projet d'usine d'éthanol à Varenne cette année. De leurs côtés, les États-Unis ont un projet non moins ambitieux. Dans son discours à la Nation en 2007, le président Bush déclarait souhaiter réduire de 20% la consommation de combustible en 10 ans, ce qui se traduirait par une meilleure efficacité de la flotte automobile et de l'incorporation de 35 milliards de gallons de combustible renouvelable⁴. Selon le professeur de Cornell David Pimentel, le gouvernement américain soutiendrait à hauteur de 3 milliards de dollars US par année la production d'éthanol maïs⁵. Cependant, pour l'*International Institute for Sustainable Development*, ces données seraient conservatrices et devraient substantiellement augmentées et oscillées entre 6,3 et 8,7 milliards de US\$ d'ici la fin de la décennie simplement pour l'éthanol-maïs⁶. La production d'éthanol aux États-Unis devrait croître de près de 50% en 2007⁷, utilisant 33% du maïs produit nationalement. L'Union européenne vise quant à elle, d'atteindre les 5,75% de biocarburant d'ici 2010 et les 10% d'ici 2020⁸. capacité de produire une telle quantité de biocarburant

semble inaccessible, pour atteindre de tels objectifs, l'Union Européenne devra donc se tourner vers l'importation, ce qui n'est pas sans soulever des questions notamment au niveau des gaz à effet de serre, de la biodiversité et des gains économiques supposés au niveau de l'agriculture et du milieu rural européen⁹. Finalement le Brésil, leader mondial de production et d'utilisation de biocombustible devrait poursuivre la croissance de ce secteur, issu principalement de la canne à sucre.

Légitimité

Pour promouvoir leurs programmes respectifs de biocarburant, les gouvernements producteurs se réclament principalement de valeurs environnementales et de développement économique rural renforçant leur secteur agricole. Pour l'ancien gouverneur de la Floride, Jeb Bush, maintenant co-titulaire de la Commission interaméricaine de l'éthanol, « les énergies renouvelables ont le potentiel de servir de force unificatrice pour les Amériques, contribuant à la croissance économique et un environnement plus propre [...] l'expansion de la production d'éthanol contribuera au développement durable et à la création d'emploi dans l'hémisphère occidental »¹⁰. D'une façon presque unanime, les promoteurs des biocarburants mettent de l'avant trois types d'arguments : économiques (création d'emploi) ; politique (sécurité énergétique) et d'une certaine façon environnementale (Gaz à effet de serre). Comme nous venons de le voir, ils se revendiquent du développement durable, ainsi, « chacun, dans les débats et les négociations où des intérêts contradictoires s'opposent, à tendance à interpréter sa propre position comme relevant du bien commun, afin de la renforcer d'une certaine valeur morale »¹¹. Il va sans dire que l'interprétation de développement durable des promoteurs d'éthanol est une vision très limitée du concept, ne considérant pas d'autres aspects environnementaux comme la déforestation, les impacts de l'agriculture industrielle implicite à une production énergétique (pollution et surutilisation de l'eau et des sols, OGM, biodiversité, etc.) et les impacts sociaux liés à la sécurité et la souveraineté alimentaire. Ceux-ci doivent être pris en compte pour s'assurer de bien comprendre la véritable durabilité d'une telle approche énergétique.

Nous constatons effectivement que la légitimité de cette filière comme contributrice au bien-être com-

mun est fortement remise en question que ce soit par des groupes sociaux et environnementaux.

Les voix dissidentes

Réunis à Nyéléni au Mali en 2007, 500 délégués provenant de 118 pays, dénonçaient les biocarburants comme « un projet de recolonisation impérial [...] ne s'agissant pas] d'une réponse écologiquement adaptée face au changement climatique produits par les combustibles dérivés du pétrole, cette nouvelle vague de monocultures industrielles ne freinerait aucun des problèmes existants et en créerait de nouveaux »¹². En effet, « le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim »¹³ reconnu dans la déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et appuyé par 185 pays serait mis en péril par le détournement grandissant de produits agricoles de la filière vivrière vers la filière énergétique. Les exemples sont nombreux, mais la désormais fameuse « crise de la tortilla » est emblématique de cette nouvelle donne, où l'on observa une augmentation du prix de la tortilla de 30 à 100% en quelques années. Victime de l'augmentation de 185% du prix du maïs sur le Chicago Board of Trade entre septembre 2006 et février 2007, cet aliment de base a atteint des sommets historiques pour les Mexicains fortement dépendants des exportations des Américains. Avec des réserves historiquement basses aux États-Unis, les prix mondiaux du maïs devraient augmenter de 56% entre 2005 et 2015¹⁴. Lorsque l'on sait qu'environ 800 millions d'êtres humains souffrent de la faim dans le monde et qu'un plein d'essence à l'éthanol suffirait à nourrir un individu pendant un an, la question éthique est loin d'être banale. D'autant plus qu'avec les changements climatiques, pour Jacques Diouf, Directeur général de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) la faim devrait augmenter dans le monde¹⁵.

D'autre part, la question environnementale est loin de faire l'unanimité. Même la contribution des biocarburants pour combattre les changements climatiques reste controversée¹⁶. De plus, on constate que l'appétit des pays fortement industrialisés pour les carburants alternatifs a contribué à inciter de nombreux pays à adopter des comportements très dommageables pour l'environnement. Alors qu'au Brésil, on coupe ce qui reste de l'Amazonie pour y planter de la canne à sucre, la Malaisie et l'Indonésie comptent une dizaine de projets d'usine de biodiesel produit à partir d'huile de palmier. Selon une étude des Amis de la Terre, la plantation de palmiers destinés à la production de biodiesel serait responsable de 87 % de la déforestation en Malaisie entre 1985 et 2000¹⁷, mettant en péril certain des plus majestueux grands mammifères, dont l'orang-outan, le tigre et le rhinocéros de Sumatra. Ces considérations ont poussé le gouvernement hollandais à suspendre son pro-

gramme de subvention destiné à promouvoir l'importation de biodiesel et son ministre de l'environnement a annoncé qu'il paierait une compensation aux Indonésiens pour les dommages que la production de l'huile de palme a causée à leurs pays¹⁸. De plus en plus d'indicateurs obligent à beaucoup de prudence face aux questions des biocarburants, de plus en plus de groupes environnementaux, paysans et sociaux s'opposent à la production et à l'importation de cette énergie « verte ». Ces considérations devraient pousser à mettre de l'avant le principe de précaution.

Conclusion

Les bénéfices des biocarburants en terme de lutte contre les changements climatiques sont inégaux, mais loin d'être très élevés. D'après Claude Villeneuve, pour le bilan canadien de cette filière : « il n'y a pas de gains significatifs »¹⁹. Pour l'OCDE, les gains de moins de 40 % par rapport aux combustibles fossiles ne devraient pas être considérés puisqu'en intégrant les impacts environnementaux associés à la production – acidification des sols, utilisation de fertilisants et de pesticides, perte de biodiversité, etc. – l'impact environnemental total des biocarburants « peut vraiment facilement dépasser ceux du pétrole et du diesel minéral »²⁰. Toujours selon cette étude de l'OCDE, dans très peu de pays, le potentiel des biocarburants pourrait être positif. On ne peut finalement plus taire le débat entre sécurité alimentaire Vs. biocarburant qui soulève d'importantes questions éthiques.

Il faut aussi s'interroger sur l'efficacité des subventions destinées à promouvoir l'éthanol. Aux États-Unis, Pour chaque tonne de CO₂ évité par la filière biocarburant, il coûte environ 500\$²¹, cette mesure s'avère très coûteuse et n'est pas rentable face à des stratégies d'infrastructures de transports en commun par exemple. Finalement, un des effets pernicieux des biocarburants est de donner un second souffle à un modèle de développement américain centré sur l'automobile qui, en soi, devrait être prioritairement remis en question dans une optique de développement durable.

¹ SustainAbility. 2007. *Raising our game : Can we sustain globalization ?* [en ligne] <http://www.sustainability.com/raising-our-game/> (traduction libre).

² OCDE/FAO. 2007. *Agricultural outlook 2007-2016*. OCDE Publications, Paris. p.23.

³ Gouvernement du Canada. 2007. *Écoénergie pour les biocarburants* [en ligne] <http://ecoaction.gc.ca/ecoenergy-ecoenergie/biofuelsincentive-incipitifsbiocarburants-fra.cfm>.

⁴ White House. 2007. *State of the Union : twenty in ten, sthrengthening America's energy security* [en ligne] <http://www.whitehouse.gov/stateoftheunion/2007/initiatives/energy.html>

⁵ Cité dans Lang, S. *Cornell ecologist's study finds that producing ethanol and biodiesel from corn and other crops is not worth the energy.* [en ligne] <http://www.news.cornell.edu/stories/July05/ethanol.toocostly.ssl.html>

⁶ IISD. 2006. *Biofuels : At what costs ?* [en ligne] http://www.iisd.org/media/2006/oct_25_2006.asp

⁷ OCDE/FAO. *Op. cit.* p.21.

⁸ Parlement Européen. 2003. *Directive 2003/30/EC.* [en ligne] http://ec.europa.eu/energy/res/legislation/doc/biofuels/fr_final.pdf.

⁹ Pour une réflexion sur les impacts de l'importation de bio-carburant par l'UE voir House of Commons – Environment, Food and Rural Affairs Committee. 2003. *Biofuels.* The Stationery Office Limited : London.p. 7.

¹⁰ Interamerican ethanol commission. 2007. *Interamerican Ethanol Commission (IEC) and the Interamerican Development Bank (IDB) –communiqué de presse* [en ligne] http://helpfuelthefuture.org/mediaroom-pressrelease-apr2_2007.htm

¹¹ Paquerot, Sylvie. 2002. *Le statut des ressources vitales en droit international – Essai sur le concept de patrimoine commun de l'humanité.* Bruylant : Bruxelles. Page 39.

¹² Ribiero, Silvia. 2007. *Agrocombustibles contre souveraineté alimentaire* [en ligne] <http://www.nyeleni2007.org/spip.php?article321>

¹³ FAO. 1996. *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale* [en ligne] <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>

¹⁴ Benjamin, Catherine.

¹⁵ ONU. 2007. *FAO : le changement climatique pourrait aggraver la faim dans le monde* [en ligne]<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=14585&Cr=changement>

¹⁶ Voir Pimentel, David. 2003. *Ethanol Fuels: Energy Balance, Economics, and Environmental Impacts are Negative.* Natural Resources Research, Vol. 12, No. 2, pp. 127-134.

¹⁷ Amis de la Terre. 2005 « The Oil for Ape Scandal : How palm oil is threatening oranf-utan survival [en ligne] http://www.foe.co.uk/resource/reports/oil_for_ape_full.pdf

¹⁸ Agence Sciece-Pressse. 2007. *L'huile de palme, un cauchemar écologique* [en ligne] <http://www.sciencepresse.qc.ca/node/15992>

¹⁹ Villeneuve, Claude. 2007. *Analyse du cadre règlementaire sur les émissions atmosphériques du Canada.*

²⁰ OCDE. 2007. *Biofuels : is the cure worse than the disease ?* OCDE Publications, Paris. p.5.

²¹ *ibid*, p.6.

Figure 1 : Faim dans le monde

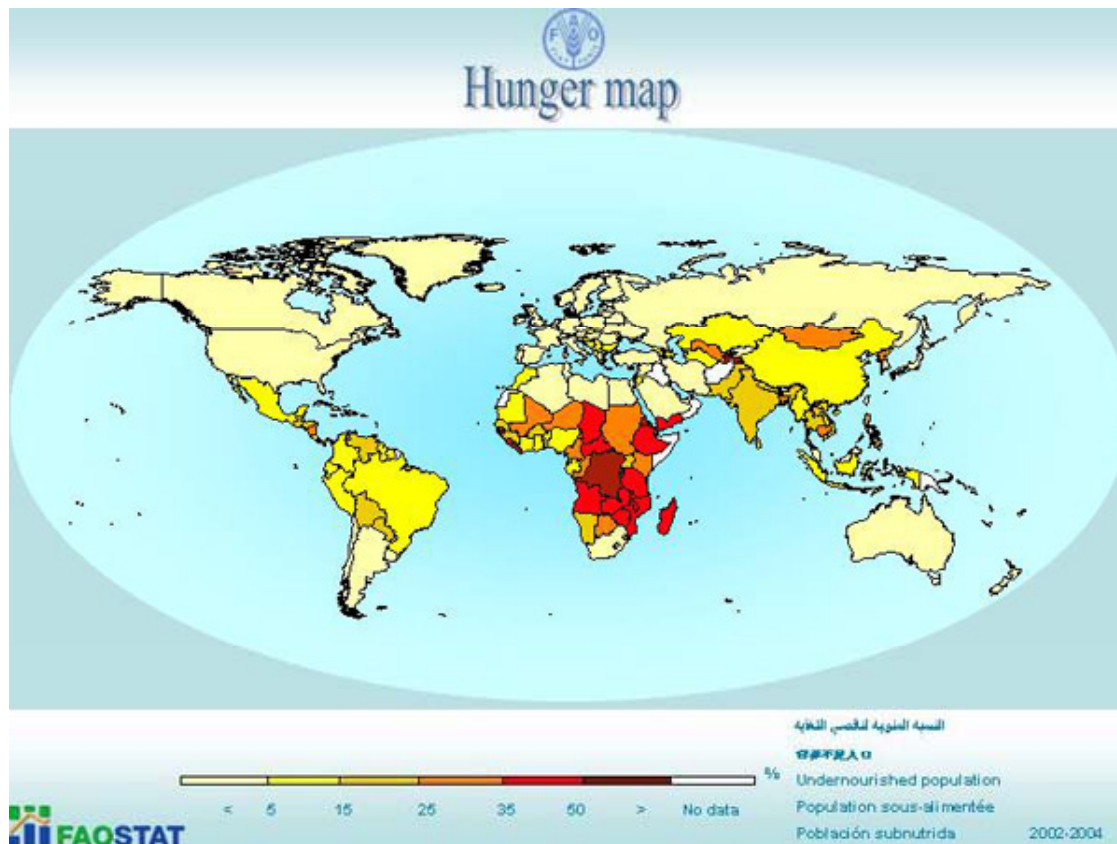
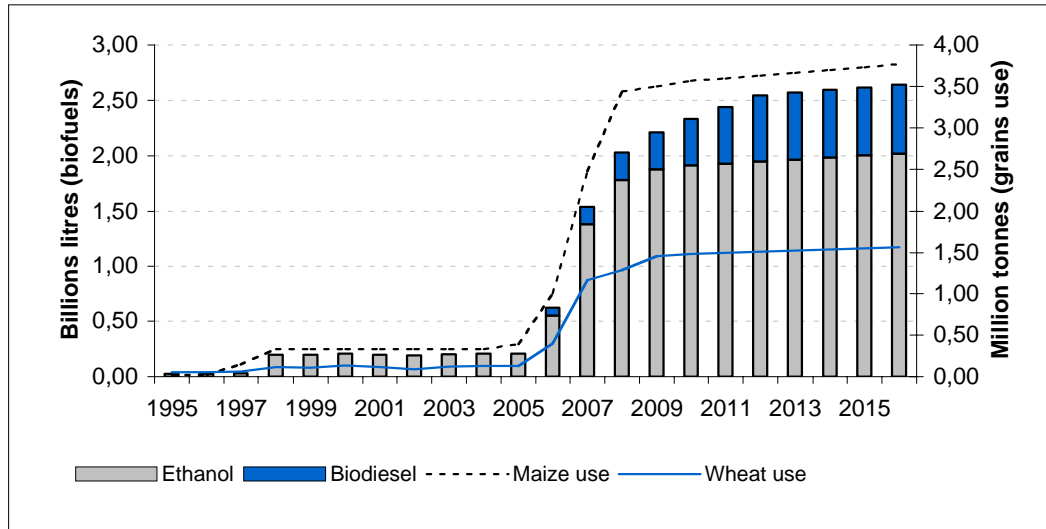


Figure 2 : Éthanol et biodiesel canadiens – projection de production



Rencontre de Montréal de l'Association Canadienne de Commerce Équitable 18-20 octobre 2007 UQAM

Le comité directeur de l'Association Canadienne de Commerce Équitable (ACCE) est heureux de vous inviter à participer à la prochaine rencontre de développement de l'Association qui aura lieu à Montréal, du 18 au 20 octobre prochain, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Cette rencontre veut regrouper des acteurs du commerce équitable de partout au Canada.

Une discussion préliminaire sur la formation d'une ACCE a été tenue le 3 juin 2007 en Saskatchewan (pour plus d'informations allez au site Internet : www.csfn-recce.org). Lors de cette rencontre, environ 25 différentes organisations de commerce équitable ont discuté de la mission de l'ACCE et lui ont proposé des buts. L'ACCE doit devenir une organisation de représentation, un centre de réseautage pour les ressources, ainsi qu'un outil pour la création de notre solidarité nationale dans le mouvement et avec d'autres mouvements. À la rencontre d'octobre nous désirons discuter de l'organisation, du membership et des levées de fonds.

Veillez noter que la direction donnée à l'ACCE à la rencontre de juin était de devenir une association d'associations. Bien que les individus qui ne représentent pas une organisation de commerce équitable soient les bienvenus à participer à la rencontre d'octobre, les délégués individuels ne sont par contre pas éligibles à voter.

Si vous êtes intéressés à assister à la rencontre, veuillez vous inscrire à ftac.acce@gmail.com avant le 1^{er} octobre. Le coût de l'inscription de 50\$ nous aidera à couvrir les frais logistiques. Pour plus d'information, veuillez contacter Andréanne Leclerc-Marceau au 514-522-2000 poste 298 ou par courriel à equitable@equiterre.qc.ca. Vous êtes les bienvenus à joindre le groupe de l'ACCE sur Google : <http://groups.google.com/group/ftac-acce>.

Le comité organisateur de l'Association Canadienne de Commerce Équitable

Compte rendu de l'atelier *Quelle altermondialisation au Québec?* Forum Social Québécois Vendredi 24 août 2007 de 9h à 14h

Par Ana Isabel Otero

Le 24 août, l'ONG Alternatives a organisé l'atelier *Quelle altermondialisation au Québec* en collaboration avec la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable dans le cadre du FSQ et des Journées Alternatives :

« Des militants de groupes sociaux québécois font le point sur l'altermondialisme et sur les progrès réalisés par les solutions qu'il propose à la mondialisation néolibérale, depuis le Sommet des Peuples, en 2001. Comment se positionnent les mouvements sociaux du Québec face à la mondialisation ? Quelles sont leurs implications comme acteurs du mouvement altermondialiste ? »

Déroulement de l'atelier :

Pendant la première partie de la séance, les panélistes ont été demandés de faire un bilan des mouvements sociaux depuis l'année 2001.

Véronique Martineau, de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a été la première à prendre la parole. Véronique a mis l'accent sur le fait que cette association vise à faire le lien entre les pratiques syndicales et le mouvement étudiant. L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l'échelle du Québec, plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires. Puisque l'ASSÉ considère l'éducation comme un droit fondamental pour les membres de la société et non comme un privilège, elle lutte pour la gratuité scolaire.

D'autre part, l'ASSÉ vise détachement de l'éducation du système capitaliste et donc des lois du marché, ainsi que la mise en place d'une démocratie participative où les étudiants soient impliqués. Au cours du temps, notamment lors des mobilisations en 2002, le mouvement étudiant s'est rapproché des autres mouvements altermondialistes.

Laure Waridel, Cofondatrice d'Équiterre, a ensuite pris la parole. Elle a remarqué le virage des mouvements sociaux après le 11 septembre pour focaliser leur attention dans la lutte contre la guerre principalement, mais pas exclusivement. Au cours de ces années, le discours de la droite a également gagné en popularité en Amérique du Nord et en Europe,

alors que l'Amérique du Sud montre un virage vers la gauche. Toutefois, les leaders de gauche ne semblent pas réussir à se ressembler pour faire front commun. Afin d'illustrer son point, elle a cité une phrase de Galeano : pendant que la gauche débat, la droite joue au golf. Elle montre avec cela l'idée que la droite a pris le chemin de la collaboration afin d'accroître leur portion de la « tarte », alors que les mouvements sociaux n'arrivent pas à se mettre d'accord sur des points essentiels (par exemple la question des certifications). Il existe beaucoup de luttes internes, voire de concurrence entre les organisations.

Laure Waridel a lancé une invitation aux acteurs sociaux pour laisser tomber la quête pour la « perfection » et aller après la bonne « cible ». Par exemple, la cible ne doit pas être le commerce équitable, mais le commerce conventionnel. Une quête incontournable, à son avis, est celle de la cohérence. Par exemple, elle a mis l'accent sur l'importance de la production et de la consommation locales. Certains produits devraient même être interdits en raison des coûts sociaux et environnementaux ou créer des législations afin de les internaliser. Elle a utilisé l'exemple de l'eau Évian qui a été distribué aux panélistes lors de cet atelier : on consomme de l'eau française alors que le Canada est un des premiers réservoirs d'eau au monde !

Elle a trouvé intéressant aussi le choix des mots à l'époque actuelle : on passe d'anti-mondialisme à alter-mondialisme. Il semble que cette expression provoque encore le désir de changer, mais sans trop déranger le système qui est déjà mis en place. A ce niveau, Laure Waridel propose une révolution culturelle impliquant les artistes, car ceux-ci sont capables de toucher le cœur des gens et faire une transformation plus globale.

Par la suite, **Robert Jasmin**, d'ATTAC-Québec, a mis l'accent sur la lutte contre l'économie financière. Une mission d'ATTAC est d'expliquer les grandes questions économiques qui s'imposent actuellement de façon simple. Lors de cet atelier, il a affirmé que si on parle de mondialisation c'est parce qu'il n'est plus possible de résoudre les problèmes locaux sans l'éclairage du global.

En outre, il a mentionné que les mouvements sociaux au Québec sont bien organisés et que l'information circule facilement. Il faut, par contre, continuer la lutte et prendre des mesures qui deviennent des « marches » pour d'autres mesures et continuer ainsi l'escalade. En ce sens, le sommet des Amériques au Québec était un cadeau pour contribuer à la prise de conscience parmi la population.

La prochaine intervention était celle de **Jacques Letourneau**, de la CSN. Pour ce panéliste, le mouvement syndical fait partie du mouvement altermondialiste. Il était donc étonné de constater qu'il n'y a pas eu de forum social syndical au sein du FSQ. Il a ensuite fait un bilan des actions depuis 2001 : il existe toute une myriade d'actions et de manifestations qui montent rapidement, mais qui s'évanouissent aussi rapidement. Souvent ces manifestations dépassent les attentes, mais les résultats à long terme sont plutôt mitigés. Il se demande comment est-il possible de susciter parfois des mouvements si forts, mais sans prolonger la lutte ? Pour illustrer cet aspect, il a mentionné la grève étudiante de 2005 dont l'enthousiasme a dépassé les réseaux existants, mais sans aboutir à des solutions concrètes.

Jacques Letourneau a repris le sujet de la montée de la droite pour ajouter que cette tendance s'est aussi installée dans l'opinion publique. Par exemple, lors de la grève étudiante de 2005, le débat tournait autour des prêts-bourse et non pas sur la qualité de l'éducation. Ce type de mentalité peut donner lieu à des faux débats et laisser de côté les sujets plus importants.

Par la suite, **Corinne Gendron**, responsable de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, s'est définie autant comme militante que comme chercheuse. Elle a aussi fait un bilan de l'action globale, mais plus générale. Elle a partie du constat que la mondialisation met en péril la démocratie et que les mouvements sociaux essaient de la rétablir selon leur vision.

Ces mouvements émergent dans la mondialisation économique, politique et technologique où les marchés financiers sont interdépendants, conditionnant ainsi les décisions politiques. En ce qui concerne la technologie, elle favorise la création d'instruments financiers qui renforcent la mondialisation politique. Dans ce contexte, il est nécessaire d'avoir des institutions qui répondent non seulement aux nouveaux enjeux, mais aussi aux revendications des mouvements sociaux. Même si des anciennes organisations comme la Banque mondiale ou le FMI prennent des nouveaux rôles et essaient de réagir aux critiques, celles-ci ne sont pas ouvertes aux acteurs des mouvements sociaux. Le problème de base est que l'économie est conçue comme étant

fonctionnelle et non pas politique, même si les conséquences des décisions économiques ont des impacts politiques. Dans ce contexte, les mouvements sociaux réagissent des différentes façons.

Lors du passage de l'antimondialisation à l'altermondialisation, les acteurs lancent des nouvelles propositions. À cet effet, la création des forums, comme le Forum social mondial, s'avère crucial car ils permettent l'articulation des mouvements. De plus, les succès des mouvements sociaux nationaux se sont nourris des succès des mouvements internationaux. Pour continuer à réussir, il faut casser le discours fataliste et mettre l'accent sur l'éducation populaire.

Nancy Burrows, de la Fédération des femmes du Québec, a commencé sa présentation en montrant que le système actuel demeure toujours patriarcal. En effet, malgré les luttes constantes des femmes pour leur émancipation, il existe encore une discrimination fortement ancrée dans les institutions telles que la famille ou les rapports conjugaux. La société est encore basée sur des hiérarchies et le patriarcat utilise toutes les instances politiques et économiques pour les préserver. Cette panéliste a encore ajouté une nouvelle tendance de la droite : la montée de la droite religieuse. Il semble que la tendance des nouveaux gouvernements conservateurs est de pousser les femmes à retourner à la maison. En effet, les coupures des subventions touchent d'abord les femmes (par exemple, dans le cas des garderies).

La panéliste a ensuite parlé de la Marche mondiale des femmes. Elle a annoncé que celle-ci a été un grand succès depuis ses débuts car elle a favorisé la création d'alliances et a marqué un point de départ pour le rééquilibrage de forces. Par ailleurs, elle a montré les avantages de faire l'action collective par le biais de la mondialisation des solidarités. À partir de la Marche, des actions concrètes ont vu le jour. Par exemple, un groupe de représentantes est allée visiter des fonctionnaires de Nations unies afin de faire avancer les revendications.

Selon la vision de Nancy Burrows, c'est en créant des actions ponctuelles qu'on a réussi à créer un mouvement. D'autres actions ponctuelles incluent la rédaction de la Charte mondiale des femmes, qui a fait le tour du monde et a mis en évidence la discrimination des femmes sous toutes ses formes. Selon cette panéliste, le bilan du mouvement des femmes est plutôt positif. Par ailleurs, l'internationalisation des enjeux et des stratégies a renforcé les luttes locales. Un point important de cette internationalisation est l'émergence d'une solidarité horizontale, qui ne fait pas la distinction entre les femmes « du Nord » et « du

Sud », mais qui les met sur pied d'égalité. Il existe aussi un respect pour la diversité de stratégies.

Par la suite, **Pierre Jasmin**, président du mouvement des Artistes pour la paix, a mis l'accent sur le fait que les dépenses militaires ne cessent pas d'augmenter. En même temps, les salaires et l'aide à l'éducation ont stagné sous prétexte qu'il faut d'abord produire la richesse avant de la distribuer... Ce contexte de dépenses militaires effrénées a deux conséquences importantes : d'abord le monde vit une situation de guerre perpétuelle puisqu'il faut utiliser l'armement et ensuite, cet argent est volé des citoyens car il n'est pas investi dans des projets sociaux. Le Canada avait résisté à cette tendance qui s'est renversée lors de l'arrivée de Paul Martin. C'est dans ce contexte qu'Artistes pour la paix agit depuis les années 90.

Daniel Breton, de la coalition Québec vert Kyoto, a par la suite expliqué la montée vertigineuse du mouvement écologiste issu de la Coalition. En effet, un groupe de huit personnes a mis en marche une grosse machine pour faire avancer les objectifs du Protocole de Kyoto. Même si ces objectifs sont loin d'être atteints, les mobilisations persistent, notamment au Québec. En effet, cette province demeure leader en ce qui concerne le rassemblement de participants dans la lutte. A titre d'exemple, 25 000 personnes se sont rassemblées dans le cadre du Jour de la terre. Le panéliste a mis l'accent sur le fait que le changement climatique n'est pas un dossier abstrait, mais un problème réel qui touche de plus en plus des personnes. Selon quelques calculs, des nombreuses populations devront être déplacées d'ici 2050.

Période de discussion

Lors de la période de discussion, deux questions ont d'abord fait l'objet d'un débat. La première portait sur la profondeur des mouvements sociaux, c'est-à-dire, si ceux-ci atteignent véritablement la base ou si ce sont uniquement les leaders qui prennent la place. La deuxième portait sur la pertinence d'avoir un mouvement plus fort et homogène, au dépit de la pluralité.

Concernant la première question, Nancy Burrows et Pierre Jasmin ont remarqué qu'il faut un mouvement en deux temps : on a besoin de regarder autant le contexte micro que le macro, on a besoin autant de figures qui attirent l'attention, que du citoyen moyen. Laure Waridel a mis l'accent sur ce dernier acteur. À son vais, c'est grâce au consommateur-citoyen que des systèmes comme l'agriculture biologique et le commerce équitable ont eu un tel succès. Véronique a présenté l'exemple de la grève de 2005, où la base a dépassé les organes exécutifs et les leaders. Jacques Letourneau a ajouté que de toute façon, malgré la mobilisation « autonome », les leaders ont une responsabilité par rapport aux membres, notamment dans le contexte de la lutte syndicale.

Robert Jasmin a ajouté qu'il faut aller vraiment en profondeur si on veut transformer le système et que l'immobilisation est le pire échec. Il faut être en mobilisation constante. À cet effet, Daniel Breton commente qu'il ne faut pas faire comme le pseudo-catholique qui vont à la messe à chaque dimanche, mais qui pêchent le reste de la semaine. Une réflexion profonde s'avère nécessaire afin tomber dans le piège du discours dominant du capitalisme qui va finir avec les problèmes.

Comme réponse à la deuxième question, Corinne Gendron a avancé que ce n'est pas parce qu'on se place à gauche que tous les acteurs vont avoir les mêmes idées. Toutefois, il faut la concertation dans un monde de pluralité enrichissante afin de créer une alternative qui tient debout. Les luttes internes ne font que fragmenter les mouvements et en font une cible facile pour les acteurs de droite. Pour Laure Waridel, le point central est que tous les acteurs comprennent la base et l'origine du problème, mais les stratégies peuvent être aussi diverses que les acteurs : on a besoin de plusieurs « David » pour lutter contre « Goliath ». Finalement, selon le point de vue de Nancy Burrows, il existe une grande capacité de mobilisation dans les cas d'urgence qui va au-delà des différences.

D'autres questions ont suivi. Des participants se sont demandé sur l'avenir du mouvement syndical, sur le plan d'action du prochain Forum social mondial et sur la pertinence de modérer le discours de gauche afin de gagner en adeptes.

Afin de répondre à la première question de cette section, Jacques Letourneau a mentionné qu'il existe diverses façades pour le mouvement syndical, ainsi que d'organisations très différentes. Il faut augmenter le niveau de syndicalisation et d'élargir la portée des réseaux. Corinne Gendron a ajouté que généralement le mouvement syndical est à l'avant-garde et va plus vite que la société dans son ensemble. Par exemple, les objectifs de Kyoto ont été d'abord avancés au sein de ce mouvement.

Concernant la question sur le discours de la gauche, Corinne Gendron a expliqué que certaines organisations modèrent leur discours selon la circonstance, mais continuent leur lutte. Greenpeace en fait exemple car il a dû faire des compromis avec le secteur privé afin d'avancer les intérêts des écologistes. Robert Jasmin a ajouté qu'il ne faut pas interdire à la gauche d'être habile et restreindre la diversité car c'est la seule façon de parler aux gens et que ceux-ci se sentent interpellés. Comme plan de match pour le FSM, il a proposé d'être systématique. Laure Waridel, à son tour, propose de se questionner sur les vrais problèmes, sur les vrais besoins, car il y a de plus en plus de pauvreté et d'insécurité dans le monde.

Une conférence à ne pas manquer...



Conférence Entreprise et développement durable 3^e édition - Des outils pour agir

Co-présidée par Pierre Marc Johnson et Johanne Gélinas
Montréal, 27-28 novembre 2007

La 3^e édition de la **Conférence Entreprise et développement durable**, organisée par **Unisféra**, se tiendra à Montréal les 27 et 28 novembre prochains. Sous la co-présidence de **Me Pierre Marc Johnson**, président du conseil d'Unisféra et avocat-conseil chez Heenan Blaikie, et de **Madame Johanne Gélinas**, associée chez Deloitte et ancienne Commissaire fédérale à l'environnement et au développement durable, la conférence réunira cette année encore les leaders corporatifs et institutionnels du développement durable.

Vous entendrez des conférenciers de renom, tant du Québec que de l'extérieur, venir partager avec vous leurs expériences de mise en œuvre du développement durable que ce soit, par exemple, au niveau des changements climatiques, du reporting ou des relations avec les parties prenantes ou encore en matière d'approvisionnement et de financement. Vous enrichirez votre connaissance en matière d'implantation du développement durable grâce à des exemples concrets d'application dans divers secteurs de l'économie et au sein d'entreprises de diverses envergures. De même, des experts viendront vous présenter les plus récents développements au niveau de l'investissement socialement responsable, des marchés du carbone régionaux et mondiaux, et des normes telles ISO26000. Enfin, un panel sur l'industrie forestière vous permettra de tirer des enseignements des mesures proactives et réactives en matière de collaboration avec les parties prenantes prises par ce secteur économique névralgique.

Vous pourrez entre autres, entendre **Javier San Juan**, Président et directeur général, L'Oréal Canada; **Kevin Edwards**, Vice-président, Marketing et Développement durable, Grand & Toys; **Claude Perras**, Directeur des affaires internationales, Alcan; **Julie Godin**, Conseillère spéciale, Banque mondiale; **Léon Bitton**, Vice-président recherche et développement, Montréal Climate Exchange; **William George**, Edelman Relations publiques; ainsi que **Mike Russill**, CEO, WWF-Canada.

Ne manquez pas cette occasion unique de réseautage et de perfectionnement professionnel!



Cette conférence est la troisième du genre organisée par le centre international Unisféra, un organisme sans but lucratif voué à l'avancement du développement durable. Fort de son expertise en analyse et formulation de politiques et de son expérience dans l'offre de services-conseils, Unisféra est un important vecteur de solutions fondées sur les connaissances.

Les principaux champs d'expertise d'Unisféra comprennent notamment le droit, la gestion et les politiques du développement durable, les changements climatiques et l'adaptation, la gestion durable des terres, la désertification, le commerce et l'environnement et les politiques de l'eau.

Les spécialistes d'Unisféra et ses chercheurs affiliés possèdent une vaste expérience résultant de nombreuses collaborations avec des entreprises privées et des organisations gouvernementales et intergouvernementales telles que la Banque mondiale, le PNUD, le PNUE, l'OCDE, la CNUCLD et l'ACDI, pour ne nommer que celles-ci. Fondé en 2002, Unisféra est basé à Montréal, Canada.

Pour tout renseignement additionnel sur la conférence, rendez-vous à www.cedd.ca ou communiquez avec nous par courriel à conference@unisfera.org ou par téléphone au 514.527.2636.



Partenaire principal



Partenaire officiel

JOUR 1 – Mardi, le 27 novembre 2007

Président : Pierre Marc Johnson

Session 1 : Ouverture et segment de haut niveau

Pierre Marc Johnson, Heenan Blaikie, Unisféra
Raymond Royer*, Président et chef de la direction, Domtar
Javier San Juan, Président et directeur général, L'Oréal Canada

Session 2a : Mise en œuvre du développement durable : De la stratégie aux actions

Kevin Edwards, vice-président, Marketing, Grand & Toy
Claude Perras, Directeur des Affaires internationales, Alcan Bauxite et Alumina
Wal-Mart (vice-président, Développement durable*)

Lunch

Session 2a : Mise en œuvre du développement durable : De la stratégie aux actions

Pascal Benaskas-Couture, Fondateur, président, OOM Ethikwear
 Martin Valiquette, directeur général, Liberté
 Donna Dagg, Sustainable Development Coordinator, Manitoba Lotteries Corporation
 Carole Villeneuve, Responsable, Développement durable, Loto-Québec

Session 3 : L'entreprise et les changements climatiques

Léon Bitton, vice-président recherche et développement, Bourse de Montréal, Montreal Climate Exchange-
 Julie Godin, Conseillère spéciale, Banque mondiale, Carbon FundGordon Lambert*, Corporate Director,
 Sustainable Development, Suncor Energy Inc.
 Steven Guilbault*, Équiterre, Deloitte

JOUR 2 – Mercredi, le 28 novembre 2007**Présidente : Joanne Gélinas**

Session 4 : Allocution d'ouverture
 Johanne Gélinas, Associée, Risques d'entreprises, Deloitte

Session 5 : Les finances et développement durable

Geneviève Beaulac, Conseillère évaluation environnementale, Exportation et développement Canada (EDC)
 Chantal-Line Carpentier, Chef, Environnement et Commerce, Commission de coopération environnemen-
 tale de l'Amérique du Nord et Michel Marcoux, Président, Avantages Services Financiers inc. et chroni-
 queur (Le Devoir, Affaires Plus, Canal Argent)
 Conférencier à confirmer

Session 6 : Faire rapport à la communauté : quelle approche privilégier?

Claude Normandin, Responsable commercialisation et marketing, Fondation
 George Greene, Chair of the Board, Stratos
 Autre conférencier à confirmer
 Autre conférencier à confirmer

Lunch**Session 7 : Normes et pratiques en matière de développement durable**

Didier Lagarde, Responsable développement, Association française de normalisation (AFNOR)
 Jacques Girard*, directeur général, Bureau de normalisation du Québec (BNQ)

Session 8 : Interagir avec les parties prenantes : Quels enseignements tirer du secteur forestier?

Mike Russill, President and CEO, WWF-Canada
 Anthony Marcil*, Président et CEO, FSC Canada
 William George, Edelman
 Francine Dorion, Vice-présidente, Environnement et technologie, Abitibi-Bowater

**CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable****ESG UQÀM**

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Visitez notre site Internet

www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique

crsdd@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédacteur en chef : Julien Boucher

Rédactrice-adjointe, mise en page : Sophie Lévesque

Collaborateurs : François Décary-Gilardeau, Jérôme Guy, Ana Isabel Otero et Miguel Rojas.

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.crsdd.uqam.ca.
